

La Sécurité Sociale de l'Alimentation inspire des expérimentations en Occitanie : Cas de la Caisse Alimentaire Commune de Montpellier et de CAISSALIM Toulouse.

Un focus sur la recherche-action en cours

Pauline Scherer & Julie Ryschawy



**Promotion
Santé
Occitanie**

Le projet de Sécurité sociale de l'alimentation

La sécurité sociale de l'alimentation est une réflexion portée par un collectif d'organisations qui vise l'extension du modèle de sécurité sociale à l'alimentation afin de garantir un droit à l'alimentation et organiser démocratiquement le système alimentaire.

Deux entrées mènent au **projet de démocratie alimentaire** :

Les blocages du système
alimentaire



Le non-respect du
droit à l'alimentation

Définition

Projet d'intégration de l'alimentation dans le régime général de la **Sécurité Sociale**. La Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) vise à **répondre au droit à une alimentation durable pour tous.tes** (combinant le droit à l'alimentation, le droit des producteurs et le droit de l'environnement). Elle est un des leviers pour une **transformation du système de l'alimentation** (incluant production agricole, transformation, distribution, consommation) vers une **démocratie dans l'alimentation**.

Trois piliers

SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION



UNIVERSALITÉ

150€

par personne
et par mois



Somme incompressible dédiée à l'achat de produits alimentaires conventionnés.



FINANCEMENT BASÉ SUR LA COTISATION SOCIALE



Cotisation à taux progressif selon les revenus de chacun.



CONVENTIONNEMENT ORGANISÉ DÉMOCRATIQUEMENT

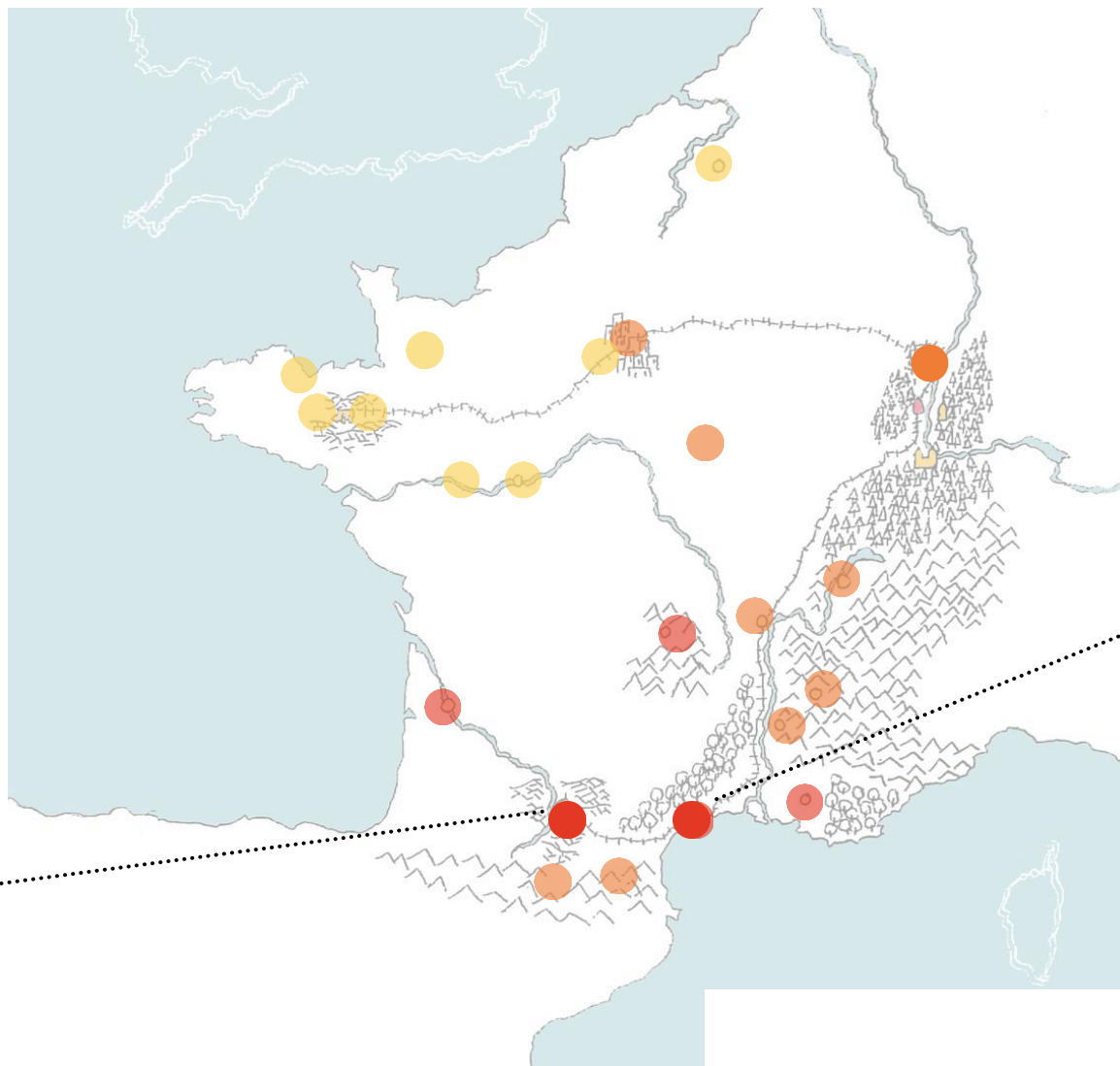


Les citoyen.ne.s décident démocratiquement à une échelle locale des produits alimentaires qu'ils souhaitent conventionner.

Concrètement ça donne quoi ?



Focus sur deux expérimentations



caisse alimentaire
commune



La Caisse Alimentaire Commune – Montpellier

Expérimentation et recherche-action



Initiatives locales de Sécurité Sociale de l'Alimentation en Occitanie

La Caisse Alimentaire Commune de Montpellier



GENÈSE DU PROJET - ÉLÉMENTS DE CONTEXTE :

- Territoires à VivreS Montpellier: Une expérimentation de coopération territoriale et de démocratie alimentaire initiée en 2021
- Une montée en puissance des initiatives locales et une inscription dans le projet national de Sécurité Sociale de l'Alimentation

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE :

Métropole de Montpellier

PORTEUR(S) DU PROJET :

Collectif Territoires à Vivres Montpellier :
15 structures pilotés par la FRCIVAM
Occitanie et Vrac & Cocinas

DÉMARRAGE DE L'INITIATIVE :

Comité Citoyen : Octobre 2022
Expérimentation Phase 1 :
Février 2023 / Décembre 2024

NOMBRE DE PERSONNES IMPLIQUÉES :

- Comité citoyen : 61 membres
- Participants : 398 dont 45 inscrit.es au premier comité citoyen, 79 orientées par des partenaires et 274 personnes tirées au sort (panel représentatif de la population de la ville)

Initiatives locales de Sécurité Sociale de l'Alimentation en Occitanie

La Caisse Alimentaire Commune de Montpellier



GENÈSE DU PROJET - ÉLÉMENTS DE CONTEXTE :

- Territoires à VivreS Montpellier: Une expérimentation de coopération territoriale et de démocratie alimentaire initiée en 2021
- Une montée en puissance des initiatives locales et une inscription dans le projet national de Sécurité Sociale de l'Alimentation

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE :

Métropole de Montpellier

PORTEUR(S) DU PROJET :

Collectif Territoires à Vivres Montpellier :
15 structures pilotés par la FRCIVAM
Occitanie et Vrac & Cocinas

DÉMARRAGE DE L'INITIATIVE :

Comité Citoyen : Octobre 2022
Expérimentation Phase 1 :
Février 2023 / Décembre 2024

NOMBRE DE PERSONNES IMPLIQUÉES :

- Comité citoyen : 61 membres
- Participants : 398 dont 45 inscrit.es au premier comité citoyen, 79 orientées par des partenaires et 274 personnes tirées au sort (panel représentatif de la population de la ville)

Initiatives locales de Sécurité Sociale de l'Alimentation en Occitanie

La CAISSALIM de Toulouse

GENÈSE DU PROJET - ÉLÉMENTS DE CONTEXTE :

- Des initiatives alimentaires locales dans quatre quartiers de Toulouse (groupements d'achat, agriculture urbaine, ...)
- Une montée en puissance par la coordination des initiatives locales en les inscrivant dans le projet national de Sécurité Sociale de l'Alimentation



PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE :

Aire urbaine de Toulouse

PORTEUR(S) DU PROJET :

Collectifs d'habitant.e.s dans 4 quartiers
14 structures partenaires pilotées par INRAE
pour la phase « expérimentation »

DÉMARRAGE DE L'INITIATIVE :

Comité Citoyen : Février 2023
Expérimentation Phase 1 :
Septembre 2024

NOMBRE DE PERSONNES IMPLIQUÉES :

- Comités citoyens : 83 membres cotisant.e.s au Sud et au Nord et 20 habitant.e.s à l'Est et à l'Ouest
- Participants : 134 personnes au lancement des caisses Nord et Sud / 400 personnes visées en avril 2025

Initiatives locales de Sécurité Sociale de l'Alimentation en Occitanie



La CAISSALIM à Toulouse

COTISATIONS et VERSEMENTS :

Montant de cotisation libre avec engagement sur 3 mois pour recevoir 100 MonA par mois et par foyer

➔ **Au Sud entre 10 et 150 euros cotisés par mois / Au Nord entre 4 et 140 euros cotisés par mois**

➔ **Taux d'autofinancement visé de 60 % (69,4% au Sud et 51,6% au Nord)**

CONVENTIONNEMENT :

Décidé par les citoyens sur la base d'un **socle alimentaire** (ex: produits bruts ou transformés qui respectent la santé et méthodes de production et de transformation qui préservent l'environnement et le climat)

➔ **59 professionnel.le.s conventionnés**

dont 7 AMAPs et groupements d'achats, 15 magasins et épiceries, 16 fermes, 7 artisans boulangers, 2 piscicultures, 10 points de retrait/vente

VERS UNE PHASE 2 D'EXPERIMENTATION :

Une montée en puissance de la Caisse Alimentaire Commune avec :

➔ **le lancement de la Caisse Est en Janvier 2025**

➔ **le projet initial de Caisse alimentaire commune avec 400 adhérent.e.s visé.e.s en avril 2025**

Problématique de la recherche-action

“ La **démocratie alimentaire**, nourrie par l’exercice d’une **citoyenneté alimentaire** articulée aux **politiques publiques**, est la condition d’une **transformation agro-alimentaire juste**.

Une transformation porteuse de **changements au long cours** sur la **sécurité alimentaire**, l’accès à l’alimentation, les **pratiques alimentaires**, les **environnements et les systèmes** alimentaires dans une perspective de **durabilité** au sens large.

Une durabilité appréhendée dans ses dimensions **environnementales, sociales et culturelles**, de **sécurité et de santé, politique et économique**”.

Conseil scientifique de la caisse alimentaire commune (Montpellier)



Démocratie alimentaire ?

« J'utilise **démocratie alimentaire** pour souligner la grande lutte, dans toutes les cultures, **pour permettre à tous les citoyens d'avoir accès à une alimentation** décente, abordable et bénéfique pour la santé, cultivée dans des conditions dans lesquels ils peuvent avoir confiance ».

« **Lutte titanesque** entre les forces du contrôle et la pression démocratique »

T. Lang, 1996

« le concept de « démocratie alimentaire » **représente la revendication des citoyens à reprendre le pouvoir sur la façon d'accéder à l'alimentation, dans la reconnexion entre celle-ci et l'agriculture.**

La démocratie alimentaire émerge comme un terreau particulièrement propice à la **construction d'une nouvelle citoyenneté**, dans laquelle les citoyens retrouvent les moyens d'orienter l'évolution de leur système alimentaire **à travers leurs décisions et pas uniquement leurs actes d'achat** ». [D. Paturel, P. N'dyaye](#)

Citoyenneté alimentaire ?

« La citoyenneté alimentaire, c'est bien plus que d'avoir le privilège de choisir une bonne nourriture.

Il s'agit d'avoir une capacité d'agir individuelle et collective au sein d'une société où le capitalisme, les inégalités sociales et un réseau alimentaire complexe se croisent.

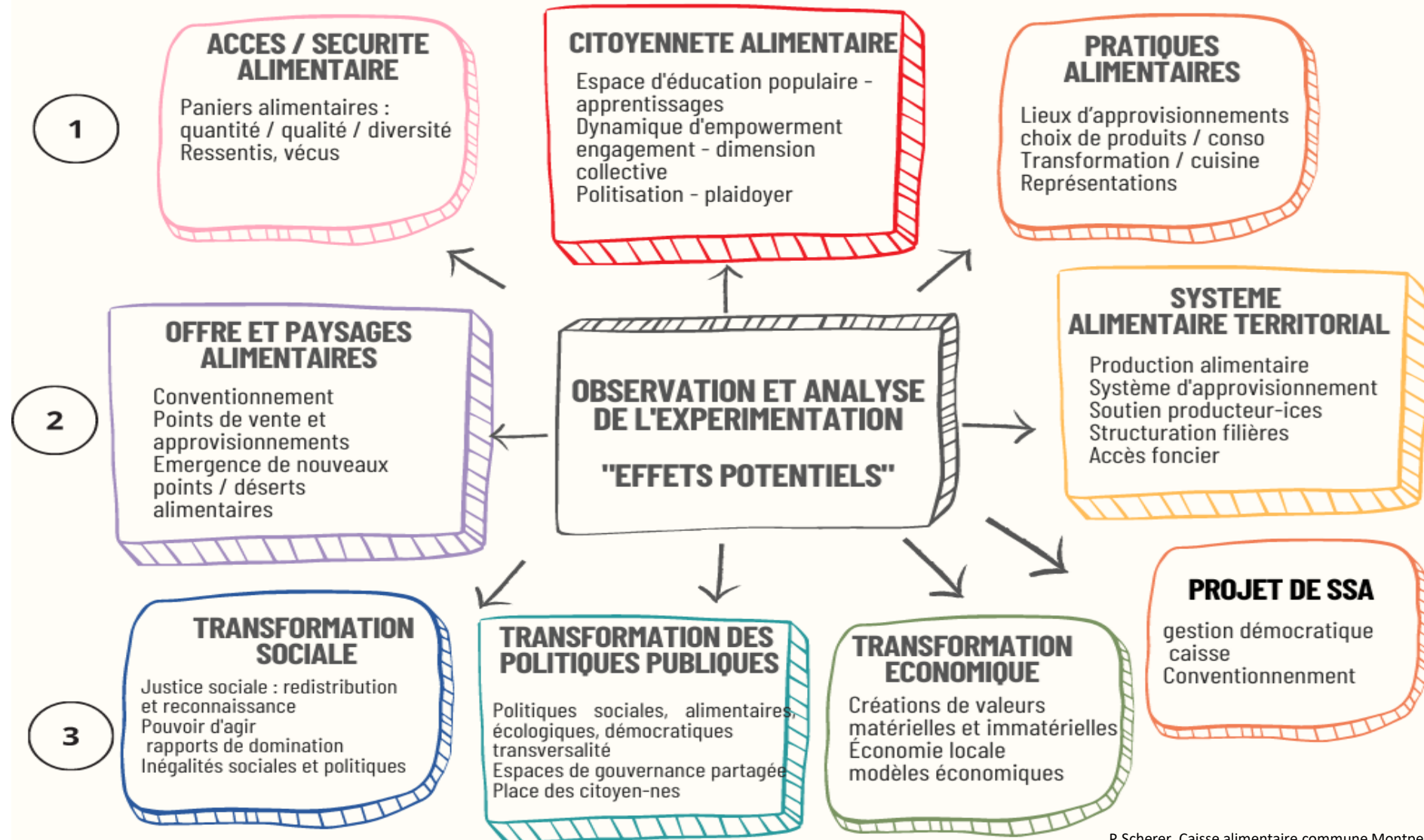
Cela exige de nous la responsabilité d'être véritablement humanitaires, d'être des protecteurs de la nature et de défendre une véritable démocratie et les droits de l'homme.

*Notre citoyenneté alimentaire nous place en tant que **détenteurs de droits** dont le droit à l'alimentation, pour tenir notre gouvernement responsable de son devoir de veiller à ce que toutes les personnes puissent accéder à une alimentation culturellement appropriée, saine, durable et juste ».*

Dee Woods, co-fondatrice de la Granville Community Kitchen et membre du Food Ethics Council (traduction libre).



Observation et analyse des « effets potentiels »



Questions de recherche transversales

- **Scientifiques** :

- **Q1** : Quels sont les formes et trajectoires des initiatives de caisses inspirées de la SSA en Occitanie ? **Axe autour de la démocratie alimentaire en construction**
- **Q2** : Quels sont les impacts des initiatives de caisses inspirées de la SSA sur les systèmes alimentaires locaux, notamment acteurs et activités économiques (prod., transfo., distri.) ? **Axe sur les effets des caisses sur les acteurs du SA**

- **Opérationnels** :

- Accompagner/Renforcer/Outiller ces initiatives de caisses d'alimentation

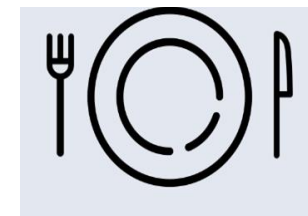
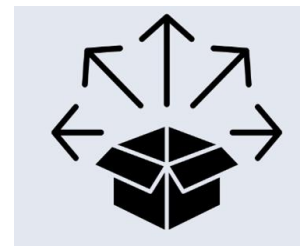
Notamment les initiatives SSA émergentes (Ariège, Aude) :

état des lieux, développement d'un cadre de recherche-action participative, etc

- Appui au développement d'un réseau régional en Occitanie entre initiatives SSA, acteurs de la recherche, conseil régional, ...

Effets des caisses communes sur le système alimentaire

- Initiatives de caisses inspirées de la SSA :
 - dans la lignée des initiatives/innovations sociales/systèmes alimentaires alternatifs, -> AMAP, le bio, circuits-courts, commerce équitable, groupements d'achats, supermarchés coopératifs, épiceries sociales et solidaires, etc
 - Des questionnements sur leur capacité à changer d'échelle
- Des impacts sur les acteurs du système alimentaire souvent peu/mal documentés :
 - Focus sur les effets sur citoyens et leurs pratiques alimentaires
 - Quid des effets sur les autres acteurs du système alimentaire?



Exemple sur le système alimentaire du bassin de Toulouse

❖ **Production : Un manque de surface pour alimenter le ba**



- 58 394 ha de SAU productive pour 1,04 millions d'habitants (majorité en grandes cultures conventionnelle)
- Des relations aux départements limitrophes à considérer
- Des projets pour relocaliser l'alimentation : PAT, agriculture urbaine



❖ **Distribution / Transformation**



- Peu de transformation territorialisée mais des projets de légumerie, pâtes locales, ... notamment sur le Sicoval
- Un maillage dense de la distribution : de commerces de proximité à grandes surfaces
- Nombreux points de vente directe : marchés, AMAPs, ...



Hypothèses : Effets des caisses communes sur les acteurs du SA

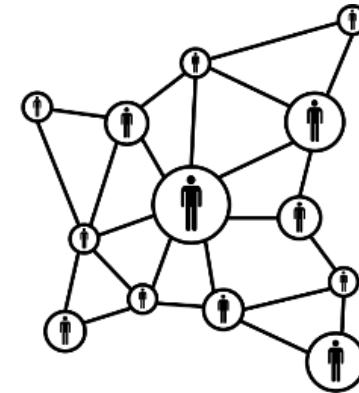
Des effets de leviers sur la transition agro-écologique

- Pratiques professionnelles / transition agroécologique (production, approvisionnement, gouvernance et décision, commerciales, communication)
- Sécurisation des acteurs (revenus, activités, etc)



Des effets en terme d'évolution des réseaux

- Relations entre acteurs économiques (interconnaissance, coopération ou non, mutualisation des approvisionnements et moyens, "filiérisation", etc)
- Acteurs plus lointains ? (aide alimentaire, non conventionnables, etc)



- Politisation et attachements

(Perception de la transformabilité du SA, Perception du rôle à jouer, Perception SSA)

